

ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Conférence Arc Alpin et Biodiversité : Quelles opportunités dans la politique de développement rural ?

14 octobre 2014

Domaine de GAP-CHARANCE (Hautes-Alpes)



COMPTE-RENDU

Mot d'accueil

Martine Vallon, Pilote du réseau montagne de FNE PACA*

Le massif alpin est un joyau, rare et précieux, chacun s'accorde à le dire.

Cependant, comme tout objet précieux, il peut exister différentes façons de le considérer : le mettre à l'abri dans un coffre scellé pour son propre plaisir, l'exhiber pour se mettre en valeur au cours d'évènements variés, ou l'intégrer dans son quotidien et permettre ainsi à chacun d'en bénéficier.

Les quelques difficultés que nous avons eu à organiser cette conférence procèdent sans doute de ces différentes options choisies par les acteurs pour ce territoire.

Quel est le visage du massif alpin selon qu'il est regardé de Marseille, Lyon, Paris ou Bruxelles?

Quels objectifs pour l'Arc Alpin et le développement rural du point de vue de l'agriculture, du tourisme ou de l'environnement?

Quels enjeux pour nous qui vivons ici dans les politiques et programmes mis en œuvre?

MONTAGNE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Un peu d'histoire pour commencer, à l'aube d'une nouvelle organisation territoriale, il peut être bon de jeter un regard en arrière (savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on va).

En 1999 la loi pour l'orientation et l'aménagement du territoire (LOADT ou loi Pasqua) est devenue **loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable** (LOADDT ou loi Voynet) intégrant ainsi les notions de développement durable et de participation citoyenne à travers une Charte de développement durable et un Conseil de développement : une nouvelle idée de gouvernance à l'échelle territoriale en découle, le mode de gestion politique locale s'appuyant sur la mobilisation des ressources humaines et l'organisation d'un partenariat aux acteurs multiples. L'aménagement du territoire est entré ainsi dans une logique de projet.

Pour la montagne, le document d'orientation stratégique est intitulé SIMA « schéma interrégional d'aménagement et de développement de massif » et préparé par le **Comité de massif** sous la co-présidence du Préfet de Région et d'un élu représentant le Président du Conseil Régional Paca.



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Ce comité est un **organe consultatif** composé par les acteurs de la montagne (élus, chambres consulaires, syndicats, associations, etc). Six représentants d'associations de protection de l'environnement y participent.

Le **SIMA** (schéma interrégional de massif) a été réactualisé et validé pour sa partie « diagnostic » en 2010 et fin 2011 pour sa partie « enjeux et stratégie ». Il se décline en quatre objectifs :

- garantir dans la durée la qualité des ressources naturelles et patrimoniales,
- consolider et diversifier les activités spécifiques du massif en les adaptant aux changements,
- organiser et structurer le territoire,
- inscrire les Alpes françaises dans leur environnement régional, transnational et transfrontalier.

Aujourd'hui les enjeux sont multiples, liés à des mutations environnementales (réchauffement climatique), sociales (« rurbanisation » avec mitage des espaces naturels) et économiques (pastoralisme, tourisme).

Comment faire pour que les « bonnes idées » du SIMA, en termes de protection de l'environnement, soient prises en compte ? Il faut travailler ensemble pour amener une cohérence entre le SIMA, les schémas régionaux, les schémas départementaux, les SCoT et les PLU.

Pour le réseau montagne, l'objectif est de faire entendre notre voix afin de favoriser un développement harmonieux, intégrant la protection de l'environnement, le bien-être des populations et un développement économique maîtrisé.

Une des caractéristiques majeure du massif alpin réside dans la qualité exceptionnelle de ses ressources naturelles à la fois par leur richesse et leur diversité. La renommée et l'attractivité de ce territoire sont liées à cette richesse patrimoniale et environnementale, mais c'est aussi ce qui fait sa fragilité. Il est nécessaire de rappeler que la demande toujours croissante des différents utilisateurs peut impacter gravement les paysages et les fonctionnalités écologiques des milieux.

"Garantir dans la durée la diversité et l'équilibre des ressources naturelles et patrimoniales"

La biodiversité est la base même de la vie sur terre, de son équilibre de sa pérennité : nous en sommes convaincus, c'est cela l'enjeu pour demain, ici comme ailleurs.

Préserver la qualité de l'espace et l'aménagement harmonieux, construire des projets de territoire intégrant une stratégie foncière qui limite la consommation des terres agricoles, mettre en œuvre une gestion de la fréquentation qui prenne en compte la prévention des risques naturels, tels sont les enjeux d'une vision d'avenir pour la montagne.

Nous avons voulu que cette journée soit un lieu d'information, d'échanges d'expériences et de réflexions partagées.

Un lieu de questionnement sur l'articulation de paradoxes tels que "préserver/développer", "protéger/animer"; et, pourquoi pas, un laboratoire d'où émergeraient "down-up" (ou dirai-je "deep-up"?) quelques propositions.

Je tiens, avant de laisser la place à nos intervenants (que je salue très chaleureusement) à remercier le BEE et la fondation MAVA ainsi que FNE National pour nous avoir permis de mener cette action avec eux.

Je tiens aussi à remercier notre chargée de mission Laetitia Bauer pour le travail effectué, la représentante du Président de la Région Paca et enfin je salue nos amis italiens et je les remercie vivement de leur participation.



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Les enjeux liés à la biodiversité dans les Alpes

Dominique GAUTHIER, Conseil scientifique de Parcs Nationaux de France

Voir diaporama n°1.

Les outils de la nouvelle Politique de Développement Rural 2014-2020

Présentation du contenu de la nouvelle Politique de Développement Rural.

Focus sur les outils de préservation de la biodiversité dans la nouvelle politique de développement Rural

Cécile Fèvre, Chargée de mission sur les politiques agricoles au Service de l'intégration du développement durable dans les politiques publiques au MEDDE (visioconférence)

Voir diaporama n°2

Présentation du cadrage national de la politique de développement rural

Claude Balmelle, chef du SRAE, DRAAF PACA, délégué par le MAAF

Voir diaporama n°3

Présentation du PDR régional de Rhône-Alpes

Gilles Martin, Directeur Adjoint de l'Agriculture et du Développement Rural au Conseil Régional de Rhône-Alpes (visioconférence)

Voir diaporama n°4

Présentation des politiques européennes sur le territoire alpin en PACA

Philippe Guédu, directeur du service du développement des territoires au Conseil Régional de PACA

Voir diaporama n°5



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Table ronde : les mesures des PDRR sont-elles suffisantes pour préserver la biodiversité agricole et forestière des Alpes françaises ?

Intervenants :

[Bernard Patin](#), pilote du réseau Eau de FNE PACA

[Hélène Foglar](#), responsable du pôle veille écologique à la FRAPNA

[Muriel Della-Vedova](#), chargée de mission au parc national des Ecrins

[Claude Balmelle](#), chef du SRAE, DRAAF PACA, délégué par le MAAF

[Philippe Guédu](#), directeur du service du développement des territoires au Conseil Régional de PACA

Animateur : [Pierre Lefèvre](#), journaliste spécialisé en développement durable

Muriel Della-Vedova : dans le parc national des Ecrins, il y'a plusieurs enjeux pour lesquels les cadres nationaux des PDR ne sont pas appropriés aux problématiques locales :

- Prairies de fauche : il existe une mesure pour encourager au retard de fauche, mais pas pour inciter à la fauche. Ce type de mesure manque afin de préserver les prairies de fauche d'altitude.
- Biodiversité floristique : concernant la MAE Prairies Fleuries, la liste nationale est moins « contraignante » qu'une liste locale.

Hélène Foglar : dans le cadre du PDRR, et plus particulièrement de la construction du Programme Agroenvironnemental et Climatique (PAEC) du Sud-Isère, on aurait souhaité pouvoir mettre en place des mesures spécifiques sur l'ensemble des prairies permanentes. Sans cela, les agriculteurs auront plus intérêt à retourner leurs prairies.

De plus, les Zones d'action prioritaires (ZAP) sont basées sur des inventaires très lointains des connaissances de terrain (ZNIEFF, années 1980) ; on bâtit des politiques sur des connaissances lacunaires. Il serait souhaitable d'accompagner véritablement une évolution de l'agriculture vers des modes de cultures qui s'affranchissent du carbone. Là, on reproduit ce qui se fait déjà, on ne va pas vers de la véritable innovation.

Bernard Patin : dans l'ensemble des intervenants de ce matin, pas un n'a prononcé le mot « eau ». L'eau serait-elle la grande absente des PDR ? Il existe pourtant des agences de l'eau qui constituent des instruments financiers efficaces.

En PACA, la Durance représente 80% de l'irrigation, et suit un régime nivoglacière, il faut s'adapter à cette ressource.

On a l'impression qu'on est dans un système où l'on gère l'eau « chacun pour soi », chacun fait sa réserve, etc... ce n'est pas aux individus qu'il faut s'adresser, mais aux décideurs.

Claude Balmelle : il y'a « trois séquences » dans les PDR :

- ➔ ICHN,
- ➔ PAEC,
- ➔ 3eme bloc : subsidiarité régionale : concerne en partie des mesures qui visent à l'économie d'eau.

Le projet agroécologique initié par Stéphane Le Foll en 2012-2013 vise la triple performance : 1 euro gagné par un agriculteur est un euro d'économisé pour la société, et ceci est vrai pour les intrants, dont l'eau, en qualité et en quantité. Il faut avoir des perspectives à long terme, et viser deux objectifs :

- ➔ Etre économes,



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

→ Travailler sur une réserve sécurisée. On peut citer comme pistes :

- les retenues collinaires,
- les canaux,
- des projets à partir du fleuve Rhône.

Les agriculteurs ne sont pas dans des schémas où ils vont utiliser de l'eau à tort et à travers, ne serait-ce que pour une question économique.

Philippe Guédu : en PACA, un schéma d'utilisation de la ressource en eau a été construit à partir d'une vision partagée : solidarité amont/aval, ceci afin de pouvoir faire des choix collectivement.

Le PDR PACA est en cours d'élaboration, mais l'on sait que sur les 103 millions d'euros (volet régional du 2nd pilier) il y a 18 million d'euros sur la problématique hydraulique.

En parallèle de la mesure du Feder sur la biodiversité, il existe la même sur la trame bleue / qualité des milieux aquatiques.

Hélène Foglar : en termes de gouvernance, les associations de protection de la nature et de l'environnement (APNE) auraient pu être plus associées ; nous avons donné notre avis sur le PDR, mais il aurait fallu que l'on soit plus associé en amont.

En France, il y'a un manque de culture environnementale, et un déficit de connaissances dans les fonctions écologiques. Cela vient du fait qu'en 1970-1980 on a donné moins de moyens au monde environnemental, ce qui a aussi entraîné un déclin de l'éducation à l'environnement.

Il faudrait que notre savoir soit éco-centré, mais encore faudrait-il mieux connaître les fonctionnements des écosystèmes.

Par exemple, sur la forêt : on est en plein essor du bois-énergie, mais les APNE sont inquiètes du mode d'exploitation prévu. On souhaiterait que la sylviculture soit basée sur des cycles naturels et non sur des cycles d'exploitation trop courts : toute une partie de l'écosystème forestier va décroître, et le carbone va se minéraliser au lieu d'être stocké dans les sols.

Bernard Patin : c'est l'exemple du projet de méga centrale à biomasse comme celle de Gardanne, qui est un non-sens écologique. Il manque un esprit écologue, on est un peu trop sur des « catalogues de bonnes intentions » ; il faut retrouver une vision systémique.

Philippe Guédu : quand on construit des politiques publiques, les enjeux doivent être accompagnés pour prendre corps. L'identification des points de conflits potentiels est ce qui nous conduit par exemple à développer la logique du label Bois des Alpes (circuit court).

Très concrètement, les différentes politiques ont été dans une logique de mobilisation de la ressource locale du bois.

Hélène Foglar : on devrait ne pas mettre tout de suite en avant le bois énergie, mais réfléchir en amont sur le développement de l'écosystème forestier, par exemple en alternative au bois-énergie (isolation, matériaux, ...), ce qui permettrait de stocker le carbone plutôt que de le brûler.

Claude Balmelle : on a assisté à un essor des MAEC, avec par exemple les MAEC Système polyculture-élevage et les MAEC Protection de l'activité apicole. Ces MAEC ont une forte orientation qui correspond au projet agroécologique.

Ce qui est compliqué est qu'on a une même mesure pour « prendre en écharpe » les mesures de fauche du PN des Ecrins et les élevages de plaine, on a une difficulté à trouver le bon outil.

Pierre Lefèvre : comment passer cette difficulté ?



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Claude Balmelle : on est un peu impuissant, on est arrivé à des milliers de MAE au niveau national (avant 2014). Là, avec la régionalisation, on part sur un système où on prend des « briques » afin de construire une mesure. Il faudrait une évaluation scientifique de ces deux méthodes.

Muriel Della-Vedova : les évaluations ne sont pas forcément faites par des scientifiques, ce qui pose problème. C'est la diversité des pratiques sur une diversité de milieux qui va engendrer de la biodiversité. Dans le cas contraire, on aura un déclin de la biodiversité.

L'idéal c'étaient les opérations locales : du « cousu main » sur un territoire. Il faudrait imaginer des choses qui aient une approche plus systémique afin de permettre à chaque agriculteur d'évoluer vers un système plus agroécologique, comme le souhaite notre ministre de l'agriculture.

Claude Balmelle : l'approche globale, on en parle depuis les années 1980, mais ça met du temps à émerger. A l'ACTA, ils ont mis en place d'un outil d'évaluation à destination des agriculteurs.

Bernard Patin : il ne faut pas confondre l'objectif qu'on assigne et la manière à laquelle on y arrive : c'est peut-être pour cela qu'on a eu mille MAE en France. Il faudrait peut-être fixer des objectifs pour chacun et chacun (chaque agriculteur) voit comment il peut y arriver. Actuellement, on se soucie plus de la mise en œuvre que du résultat. Il faudrait déjà réfléchir à cela, et à avoir de bons outils d'évaluation.

Hélène Foglar : l'évaluation est une part importante du suivi des dispositifs, cela pourrait être un nouveau dispositif dans les PAEC. Par exemple, l'observatoire agricole de la biodiversité peut être un outil d'évaluation des MAE : il faut que les gens soient convaincus. Si l'on met en place des actions d'évaluation et de sensibilisation, on a beaucoup plus de chances que les actions soient pérennes par rapport à une seule rémunération qui dure 5 ans.

Muriel Della-Vedova : il faut quand même accompagner les agriculteurs dans l'atteinte de leur objectif. On peut alors avoir le regret que les mesures d'accompagnement ne soient pas retenues dans les PDR.

Philippe Guédu : comment une action qui va être proposée participe-t-elle à l'objectif fixé ? Ce n'est pas toujours simple de « faire passer » ça à Bruxelles.

Pierre Lefèvre : quels seront les impacts du changement climatique sur le partage du foncier ?

Muriel Della-Vedova : j'espère qu'on va garder des espaces pastoraux malgré le changement climatique. On essaye de suivre ça avec le programme des alpages sentinelles qui consiste à une évaluation pour l'adaptation des pratiques.

Hélène Foglar : il faut des espaces protégés, mais pas seulement, sinon on va se retrouver avec des confettis au sein desquels la nature est préservée, ce que l'on cherchait aux « premières heures » de la protection de l'environnement. Il faut être aussi vigilant en dehors des espaces protégés, enjeux auxquels le SRCE répond en partie, mais pas entièrement.

Question de la salle : peut-il y'avoir des « compétitions » entre mesures, et quelle cohérence ?

Claude Balmelle : on a déjà croisé les mesures « compétitives » et les mesures liées à la protection de la biodiversité, afin de trouver des outils. Par exemple, on ne va pas financer un pulvérisateur, mais des systèmes qui permettent de réduire la pollution liée à l'activité agricole.



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Ateliers de l'après-midi Focus sur des enjeux phares

Comment mettre en œuvre les mesures des PDRR pour :

- préserver la valeur écologique des surfaces en herbe d'altitude ? (atelier 1)
- mettre en place une protection efficace et adaptée des troupeaux face aux risques de prédation ? (atelier 2)
- maximiser les services écosystémiques rendus par la forêt dans un contexte de changement climatique ? (atelier 3)

Atelier 1

Comment mettre en œuvre les mesures des PDRR pour préserver la valeur écologique des surfaces en herbe d'altitude ?

Intervenants :

[Philippe Mestelan](#), co-gérant de la SCOPELA (Conseil et formation Agriculture et Environnement)

[Muriel Della-Vedova](#), chargée de mission au Parc national des Ecrins

[Marc Peyronnard](#), pilote du réseau agriculture à la FRAPNA

[François Humbert](#), Agriculteur

Modérateur : [Jean-Marie Gleizes](#), bénévole FNE PACA

P. Mestelan

Présentation de SCOPELA : coopérative de conseil en agriculture, 5 associés travaillent sur la conduite des troupeaux dans les élevages, la valorisation des herbages, la diversité dans l'alimentation des troupeaux, tout ceci étant lié à l'adaptation au changement climatique.

Question : comment augmenter la part du pâturé à l'année ?

SCOPELA travaille sur l'importance de la notion de développement des compétences de l'agriculteur. Ces compétences concernent la connaissance du territoire (environnement et potentialités, conduite des troupeaux adaptée au terrain et à saison) comme des bêtes (savoir chercher la nourriture, résistance physique, comportement acquis, rumination : la diversité de l'alimentation stimule l'appétit).

SCOPELA s'occupe également de l'organisation du concours national Prairies Fleuries depuis 2010 ; cela a encouragé à se poser la question de la diversité des productions agricoles dans l'espace public.



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Plus généralement, la SCOP travaille sur la revalorisation de certains domaines de l'agriculture traditionnellement mal perçus. Par exemple, aujourd'hui le 14 octobre, les herbes sont sèches mais pas les buissons. Selon le séquençage temporel, les seconds peuvent être utiles et utilisés quand l'herbe a perdu sa valeur nutritive ; il faut se reposer les questions techniques pour rationaliser la gestion d'un territoire spécifique : par exemple maintenir les troupeaux dans des zones avec ressources.

Auparavant, le focus était mis sur le fait de garder des espaces ouverts : ne pas perdre du terrain à la forêt, aux espaces sauvages et fermés, la conception de l'entretien du paysage n'était pas en cohérence avec les bonnes pratiques agro écologiques. Aujourd'hui, on est concentré sur la biodiversité et sa préservation. Il faut aussi penser à la biodiversité utile à l'élevage, par exemple les plantes tanniques qui constituent un mode d'automédication des animaux.

Ce qu'il faudrait défendre dans les politiques :

- soutenir les pâturages via création de points d'eau, influencer le foncier, favoriser l'accès,
- dans les déclarations PAC, accepter arbres et buissons dans les prés, non pas comme éléments du paysage mais bien comme ressource fourragère.

Le problème est que les aides à l'environnement relèvent du 2nd pilier et sont justifiées par le fait que l'éleveur est déficitaire. De même, la politique fondée sur le milieu et non sur les pratiques vertueuses réduisant efficacité et efficacité des mesures. L'empilement des dispositifs entraîne de plus un manque de lisibilité.

Se pose la question de la valeur nutritive : comment un troupeau peut-il valoriser ce type de fourrage arbustif ? Principe d'entrée : on ne peut pas produire si on ne laisse pas les ruminants ruminer. Les animaux compensent la perte de diversité en ne mangeant plus que la moitié de la ration.

La capacité de l'animateur territorial à fédérer/réunir/corréler est importante.

Muriel Della-Vedova

L'Etat devrait autoriser les MAE sur des milieux qui ne sont actuellement pas des surfaces primables au niveau national, mais qui pourraient l'être selon l'échelon européen ; c'est quelque chose que l'on pourrait faire bouger au niveau national. C'était très variable dans chaque département jusqu'à présent, qu'en sera-t-il après 2015 ?

Les buissons et les arbustes sont des ressources fourragères en PACA, les agriculteurs le savent bien.

Sur le territoire des Ecrins, en très haute altitude, les milieux sont beaucoup plus fragiles, les problématiques différentes et plus exigeantes.

L'évaluation des dispositifs et de l'impact des pratiques en alpage est importante. Il est vraiment dommage que l'animation et le conseil ne soient pas retenus dans les aides (en PACA).

Sur les 500 hectares d'alpage du parc national des Ecrins, la mesure HERBE-09 s'est révélée plutôt efficace : il y a eu un accompagnement annuel et une évaluation tous les 5 ans. Bien qu'efficace, aujourd'hui cette mesure a été réformée et exige la consommation complète sur certaines portions, ce qui est non souhaitable pour certains milieux (pentes, végétation plus grossière) et occasionne un problème dans la gestion des ressources alors que le fonctionnement précédent paraissait plus logique. **Les réformes des mesures ne suivent pas le même rythme que le rythme d'application ou bien le rythme biologique.** En général, le croisement entre logique et temporalité administrative et celle des réalités techniques et environnementales est à une immense majorité problématique. Il est dommage de ne pas



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

reconduire « ce qui marche bien », et de modifier tous les 5 ans. Après la mise en place de différentes MAEt, une évaluation permet de réorienter les mesures.

On a lancé une dynamique avec le concours Prairies fleuries. Mais l'animation n'est pas financée dans le prochain PDR, ce qui risque d'infléchir la dynamique.

Deux problématiques :

- Moyenne montagne : perte de biodiversité due à l'intensification agricole.
- Haute montagne : perte de biodiversité due au passage du fauchage au pâturage (passage d'animaux plus tôt, animaux qui trient). Or, il n'existe pas de MAE « soutien à la fauche ».

Remarque de la salle

Mais doit-on soutenir la fauche, ou l'installation ?

Muriel Della-Vedova

Le ranching des élevages (6 mois en altitude et 6 mois dans le sud de la région) peut être néfaste au maintien d'une activité économique à l'année en altitude et à la gestion des prairies (l'ICHN est en partie justifié par l'hivernage de 6 mois en montagne). Le modèle de politique étant basé sur la notion d'altitude et ses conséquences, il faudrait introduire une notion de gradients plus précise dans l'ICHN.

Question de la salle

Si les troupeaux étaient là toute l'année, n'y aurait-il pas un risque de surconsommation de la ressource ?

Muriel Della-Vedova

Non, ça permettrait d'entretenir le milieu. Par contre, si on faisait tout pâturer, il y'aurait une baisse de biodiversité. La fauche permet de mieux valoriser le renouvellement de la ressource.

François Humbert

Je suis précisément dans le cas mentionné par Mme Della-Vedova : 6 mois en haut, 6 mois en bas, sauf pour le nombre réduit de bêtes que je peux garder en altitude et nourrir de l'herbe fauchée. Mais le ranching est nécessaire pour vivre de son exploitation pour tenir économiquement aujourd'hui, il faut 60 à 70 UGB ; je n'arriverais pas à faire tout le foin que je veux là-haut, donc je vais en bas.

Philippe Mestelan

Ce système qui renvoie les animaux dans les pare-feux des vallées fait que les animaux continuent à être compétents dans le fait de manger, contrairement aux animaux nourris au maïs l'hiver qui ne savent plus marcher. Ne pourrait-on pas reconnaître ce type de pratiques ? On voit là l'intérêt du diagnostic pastoral et de l'accompagnement du berger à propos des spécificités de sa parcelle. Le cloisonnement est une solution à envisager pour éviter la concentration troupeau et le piétinement de certaines surfaces, ce qui permet une meilleure rotation.

Marc Peyronnard

Dans les alpages, il y'a des zones surpâturées et dégradées ; il faudrait orienter sur un diagnostic pastoral, faire la part entre les zones à Tétràs (par exemple) et un pâturage plus dirigé.

Peu à peu, dans beaucoup de régions, les alpages laitiers ont disparu au profit des élevages de vaches allaitantes et sont arrivées en montagne des races moins adaptées au milieu, comme les charollaises qui sont mieux valorisées par le négoce.

Dans les alpages, il faudrait favoriser :

- ➔ le regroupement pastoral pour pouvoir employer une main d'œuvre qualifiée en alpage,



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

- l'intégration dans un plan de gestion pastoral,
- le cloisonnement, qui permet de respecter et renouveler la ressource.

De plus, les mesures économiques devraient favoriser la valorisation du produit fini ; on ne peut pas faire d'agriculture de qualité si on vend des produits bas de gamme. Aujourd'hui, le label rouge correspond aux agneaux de bergerie (qui n'ont pas pâturé).

Philippe Mestelan

Le problème est que les labels ne font pas le lien avec l'environnement (c'est interdit par la loi). Aujourd'hui qualités du lait et de la viande sont scientifiquement liées au régime alimentaire des animaux : il y'a là un besoin de révolutionner le cahier des charges et les critères d'établissement de celui-ci. Un des moyens de rendre les aides pérennes serait de repenser différemment les circuits de distribution, et de lancer par exemple un chantier scientifique afin d'avoir des arguments qui permettent d'inverser les échelles de valeur. C'est souvent le commerçant qui profite du label plus que le producteur. Les marques type « Esprit Parc National » sont des systèmes qui ont un réel impact positif.

Muriel Della-Vedova

La MAE prairie fleurie correspond plus à un problème d'extensification que d'intensification (le processus de perte de biodiversité est plus long et plus progressif). Il faudrait induire des degrés ; par exemple la liste nationale est moins « protectrice de la biodiversité » que la liste locale, ça répond moins à la réalité de richesse des habitats.

S'adapter à son milieu exige donc une échelle renforcée au niveau local.

Discussion

Les appels à projet PAEC posent la question de l'écroulement de groupements agricoles dans l'hypothèse où le projet serait non retenu.

Comment faire un cahier des charges adapté au contexte local ? Peut-on faire un vrai suivi ? Une meilleure formation collective ? De vrais audits d'exploitation ?

Retenir l'exemple des mesures à objectif de résultat, qui valorisent le travail de l'exploitant et responsabilisent.

Philippe Mestelan

Le problème est que l'agriculture de montagne est concernée par les aides du 2nd pilier qui consiste à compenser des manques à gagner, comme si l'agriculture de montagne n'était pas compétitive, ce « mauvais vocabulaire » traduit un système de pensée. Passer ces aides dans le 1er pilier comporte un risque : ne plus avoir de subventions... le 2eme pilier est pénalisé de fait.



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Propositions

- 1/ Soutenir les systèmes tournés vers le pâturage et soutenir la conduite des troupeaux sur des milieux différents de ceux utilisés par l'agriculture intensive.
- 2/ Reconnaître l'ensemble des milieux pâturés comme des surfaces productives (y compris arbres, buissons, landes).
- 3/ Favoriser un accompagnement technique (agriculteurs) et territorial (élus), des échanges de savoir-faire et des formations collectives (capitaliser, mutualiser, espaces de dialogue, groupes d'échanges, gestion adaptée).
- 4/ Valoriser économiquement les produits issus des milieux d'altitude (labels), qui constituent un soutien économique plus durable qu'une MAEC de 5 ans.
- 5/ Lancer un programme de recherche scientifique sur le lien entre qualité du produit et environnement de production.
- 6/ Pérenniser les MAEC sur une durée plus longue que 5 ans et favoriser une meilleure adaptation au contexte local.
- 7/ Introduire des gradients dans les critères et les aides.
- 8/ Concevoir l'ICHN comme un soutien aux systèmes herbagers de montagne, qui ait un lien avec les systèmes d'exploitation dans leur ensemble ; introduire des « gradients » et des « critères » qui permettent de relier les aides à des systèmes d'exploitation qui savent valoriser la montagne
- 9/ Introduire des outils d'évaluation des mesures et relier les PAEC avec des outils alloués à la recherche (et conserver les mesures qui marchait bien après évaluation).
- 10/ Favoriser l'accompagnement, les dynamiques collectives de formation et le suivi technique et scientifique des éleveurs, alléger le cahier des charges, renforcer le suivi (à préférer au contrôle).
- 11/ Arriver à une transparence des aides, ce qui permettrait de travailler de manière saine et cohérente.



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Atelier 2

Comment mettre en œuvre les mesures des PDRR pour mettre en place une protection efficace et adaptée des troupeaux face aux risques de prédation ?

Intervenants :

[Anne Lalo](#), enseignant à l'université de Nice-Sophia Antipolis, chercheur au CERREV, Centre d'Etude et de Recherche sur les Risques et les Vulnérabilités

[Guy Achard](#), FDSEA 04, élu

[Olivier Bel](#), Confédération Paysanne, , porte-parole régional, chargé du dossier loups à la Confédération Paysanne au niveau national

[Jean-Marc Landry](#), consultant expert à l'IPRA (Institut pour la Promotion et la Recherche sur les Animaux de protection)

[Jean-David Abel](#), responsable de la mission loup de FNE

[Mauro Belardi](#), membre du conseil d'administration du WWF European Alpine Programme

[Patrick Boffy](#), vice-président de l'association Févus de protection et de conservation du loup

Modérateur: [Pierre Lefèvre](#), journaliste spécialisé en développement durable

Anne Lalo

(voir power point n°6) a commencé par présenter les résultats d'une étude qu'elle a conduite entre 2008 et 2012 sur un échantillon de 1752 personnes.

Elle a insisté sur la différence entre la prédation ressentie et la prédation réelle - les deux ne correspondant pas toujours. Ceci dit la prédation ressentie doit également être prise en compte.

Un très faible pourcentage des communes est à un niveau d'attaques extrêmes, il y a une surestimation globale de la prédation.

Les éleveurs se trouvant face à une prédation extrême préfèrent un mécanisme de forfaits pour pallier aux attaques, ceux ayant une prédation moyenne préfèrent un mécanisme au cas par cas et enfin ceux faisant face à une prédation faible préfèrent un mécanisme d'assurances.

Guy Achard

Guy gère un troupeau de 1008 moutons. Il a subi en 2014 trois prédatons dont une nocturne. Voir ses brebis éventrées mais encore vivantes est traumatisant.

Il n'a pas de chien de protection mais a un parc et des clôtures. Avec ces outils de protection, ça suffisait dans le passé mais cette année a été particulièrement difficile et la protection n'a pas fonctionné.

Les chiens de protection (patous) dans la vallée constituent également un problème supplémentaire à gérer.

Olivier Bel

La présence du loup remet en cause les systèmes herbagers. Les systèmes extensifs sont mis en danger. Les forfaits ne l'intéressent pas.

Ce qui est de plus en plus inquiétant c'est la prédation du loup sur le chien. En outre il y a de plus en plus de plaintes de randonneurs à cause des patous. Il y a clairement un problème de responsabilité civile, certains bergers salariés ont été attaqués en justice à cause d'attaques de patous.

A cause de cette crainte des bergers refusent de prendre des chiens.

En outre il ne faut pas négliger le temps de travail supplémentaire lié aux patous.



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Les loups maintenant sautent de plus en plus au-dessus des filets de protection. La maintenance des parcs contient un grand nombre de problèmes liés aux détails logistiques qu'on ignore (par exemple, l'électrification qui ne marche plus à cause d'un orage, l'humidité, etc...)

Ce serait mentir que de dire que les bergers et les éleveurs ne font pas leur travail. Dans le 06, 50% des attaques ont lieu le jour - les loups attaquent de plus en plus la journée.

Les problèmes avec les mesures de protection ce sont les lots (par exemple 230 brebis et 5 béliers : pas de chien de protection pour les béliers).

La solution serait le changement du statut juridique de protection du loup.

Les mesures d'effarouchement seraient plus utiles que celles de protection.

Il ne faut pas oublier que le fait de regrouper les troupeaux dans des parcs peut créer des problèmes d'hygiène des troupeaux et des maladies.

Jean David Abel

Nuancer le discours ne marche plus.

L'interaction avec les chiens n'est pas simple, il y a une question de dangerosité possible mais il ne faut pas massifier.

La question est : *est-il possible de faire mieux ?*

5% des exploitations reçoivent 50% des attaques. Il faut se concentrer sur les endroits avec beaucoup de prédateurs. Il faut aussi envisager l'expérimentation avec d'autres pays européens.

Elargir la panoplie d'outils, réintégrer les maires des communes.

Mauro Belardi

La coexistence, ça regroupe beaucoup de choses. Ce n'est pas seulement la protection mais c'est aussi le poids des médias.

L'ours en Italie est aussi un problème - notamment pour les abeilles.

Il ne faut pas oublier les aides d'Etat qui peuvent désormais être utilisées pour compenser les dommages causés par le loup- ceci dit seulement si des mesures de protection efficaces ont été mises en œuvre au préalable.

Tirer le loup ne marche pas, au contraire la prédation peut redoubler d'intensité, notamment à cause du problème de déstructuration du groupe.

Il n'y a donc pas d'alternative à la cohabitation, il faut faire en sorte que ça fonctionne.

Patrick Boffy

Il ne faut pas oublier que les éleveurs reçoivent une prime de 21 euros par jour. Il faut différencier les filets de contention et les filets de protection.

Les filets de contention ne sont en effet pas adaptés et il y a un risque de prédation s'il n'y a que ça.

Jean-Marc Landry

Avant ses explications, Jean-Marc a présenté une vidéo nocturne filmant la réaction des chiens face à une attaque. Leur réaction peut s'avérer extrêmement utile et faire fuir le loup rapidement mais ce n'est pas toujours le cas.

Tuer/tirer les loups à tort et à travers n'est pas une solution.

Il est vrai que de plus en plus de bergers rapportent que des loups ont grogné sur eux et il ne serait pas étonnant que certains loups mordent dans le futur s'ils se sentent menacés. Ces témoignages doivent être pris au sérieux, il faut faire des analyses comportementales.

Discussion

Est-ce que la régionalisation des PDRs en France aide à mieux cibler les aides à la cohabitation ?

Faut-il une évaluation plus poussée des mesures de protection et cohabitation ?

Est-ce que l'échange d'expérience avec les autres pays européens peut marcher ?



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Olivier Bel

Il faudrait plus d'aides aux bergers plutôt qu'aux céréaliers.

Faustine Defossez- BEE

Les Etats peuvent décider de moduler de l'argent du premier au deuxième pilier. Il s'agit de choix stratégiques et politiques. L'Autriche par exemple consacre environ la moitié de son enveloppe globale au deuxième pilier. C'est dans ce pilier en effet que les aides pour les bergers peuvent être les mieux ciblées.

Certains participants ont rappelé qu'il n'est pas forcément correct de penser que ça marche mieux en Italie et en Espagne – il y a aussi des problèmes, cependant c'est important de discuter et d'échanger selon **Mauro Belardi**.

Il faut bien sélectionner et éduquer les chiens de protection. Il faut également peut-être plus cibler les mesures en fonction des zones, des risques et d'autres facteurs. Certains participants ont dit que la régionalisation aiderait à mieux cibler les aides cependant il a été rappelé que ça ne suffit pas - le ciblage doit se faire au niveau local.

Les risques d'attaque des chiens de protection sur les randonneurs a aussi été soulevé comme un problème.

Il faut bien évaluer l'efficacité des mesures et avoir des données à jour sur les prédateurs.

Certains membres du groupe de discussion ont suggéré d'utiliser la visibilité médiatique du loup pour régler les problèmes liés avec le pastoralisme. Il y a en effet d'autres problèmes pesant sur le pastoralisme comme des pressions économiques.

Propositions :

- 1/ Même si le risque de prédation n'est pas le même partout, le ressentie et la peur de la prédation doivent être pris en compte.
- 2/ Un meilleur ciblage local des mesures est important. La régionalisation des PDRs est une étape mais ce n'est suffisant ; le ciblage doit se faire de façon locale, en fonction de nombreux critères.
- 3/ Il y a clairement un manque d'évaluation de l'efficacité des mesures. On constate un besoin criant de données objectives et actualisées et de recherche sur le comportement des animaux de protection et des loups.
- 4/ Il faut mutualiser les expériences.



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Atelier 3

Comment mettre en œuvre les mesures des PDRR pour maximiser les services écosystémiques rendus par la forêt dans un contexte de changement climatique ?

Intervenants :

Hervé Gasdon, Président de la Société Alpine de Protection de la Nature (SAPN)

Jean André, Président de REFORA (Réseau Ecologique Forestier Rhône-Alpes)

Christophe Chauvin, ingénieur et chercheur sur les écosystèmes montagnards, IRSTEA

Didier Joud, responsable du développement durable et de la communication à Coforêt

Bruno Rolland, Ingénieur environnement au CRPF Rhône-Alpes (Centre Régional de la Propriété Forestière)

Modérateur: Michel Blanchet, bénévole FNE PACA

Rappel historique sur la forêt et les moyens de gestion

Le taux de boisement de la France, depuis le temps de Jules César, est uniquement lié à l'utilisation anthropique que nous en faisons. Ainsi, la Gaule était boisée à 80%, du temps de Jules César, et la France de 10% au moment de la révolution, et de 30% actuellement.

Les utilisations du bois qui ont mené à cette déforestation étaient multiples :

- Une filiation agro sylvopastorale : en 1850, la population rurale des Alpes atteignait un maximum et avait une économie de subsistance, facteur de déforestation (chauffage, construction,...).
- L'armée et la guerre, le passage des soldats et leur stationnement utilisaient du bois pour les constructions, le chauffage, ...
- Les industries qui utilisaient le bois comme source d'énergie, avant de passer au charbon.

Ces utilisations ont amené la France dans une situation d'extrême déboisement et l'Etat réagit en mettant en place la loi RTM (Restauration des Terrains de Montagne), dans une politique importante de reboisement.

Aujourd'hui, la forêt haut-alpine est constituée essentiellement de mélèzins, qui n'est pas une espèce endémique. Pour pouvoir avoir une forêt équilibrée, il faut aller vers :

- une forêt climacique,
- une forêt « jardinée » : tous les âges doivent y être représentés,
- une forêt multifonctionnelle (sociale, environnementale, économique),
- une forêt peuplée d'espèces endogènes.

Une forêt est gérée par des aménagements qui ont une durée de vie de vingt ans, et il paraîtrait adéquat de mettre en place une procédure publique de concertation pour valider ces aménagements, en ce qui concerne les forêts communale et domaniale.

Enfin, l'ONF traverse des moments difficiles avec la volonté des autorités de soumettre la gestion des forêts publiques à concurrence. Si actuellement l'établissement public permet la garantie d'une bonne gestion, la baisse des subventions de l'Etat obligerait à vendre plus de bois.



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

La convention alpine

Elle existe depuis 20 ans et jusqu'à aujourd'hui, on emploie toujours les mêmes mots clés et l'idée de compensation : une bonne gestion des forêts est une protection contre l'érosion et favorise une bonne qualité de l'eau. Il faut arriver à encourager ces gestions vertueuses.

Cependant, jusqu'à aujourd'hui, cette convention ne dispose d'aucun moyen spécifique et chacun doit monter son propre dossier pour solliciter les fonds FEADER ou FEDER.

Les sols : socles nutritionnels

Le sol doit garder son potentiel nutritionnel, ce qui passe par une considération biologique : sans champignon, pas de forêt.

L'essentiel de la biomasse animale est dans le sol. Elle est absolument nécessaire à une bonne biologie et à la mise à disposition des nutriments. Dans ce sens, les coupes rases sont des catastrophes à éviter absolument, même si les perturbateurs dynamisent la forêt.

Valorisation des services écosystémiques de la forêt

Dans les années 1990 et les suivantes, la gestion forestière s'ouvre à des acteurs diversifiés et naissent les chartes de gestion forestière. En 2005 apparaît alors la notion de services écosystémiques de la forêt, avec les rôles d'approvisionnement (bois, eau), de régulation (inondation, sédiments,...), culturels (paysages, loisirs, spiritualité) et de support (fonctionnement de base des écosystèmes). Ce découpage en « tranches », s'il simplifie la notion, risque de provoquer la mise en concurrence de ces services et d'être contre-productif.

Ces éléments permettent de définir la forêt que l'on souhaite développer. Pourtant, la production de ces services n'est pas encouragée et on pourrait proposer un système de contreparties pour les services rendus. Ce système pourrait cependant poser des problèmes d'équité et d'économie locale, il devrait être autant que possible intégré aux stratégies locales de développement : il s'agit plus d'aider à préserver les services écosystémiques, qui ne sont pas véritablement intentionnels, que de les rémunérer directement, avec des effets de rente.

La gestion forestière et son évolution future

A l'avenir, une bonne gestion forestière doit pouvoir mobiliser plus, tout en préservant mieux.

La filière bois fait appel à différents acteurs :

- Bûcherons, débardeurs, transporteurs,... : ce sont les métiers de la récolte et sont souvent en difficultés financières,
- Industries du bois,
- Gestionnaires forestières,
- Vendeurs,...

En tout, la filière bois recense 44 000 acteurs, qui ont tous besoin d'être mobilisés pour maximiser les services écosystémiques et mieux gérer les forêts.



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Les acteurs actuels (dont 670000 propriétaires privés sur les régions Rhône-Alpes et PACA) subissent une pression croissante. Les plans de gestion permettent de définir comment sera utilisée la forêt dans les 10 à 20 prochaines années.

Tout ce qui se fait en forêt est issu de l'économie du bois (à 99%). Il est donc important de valoriser les autres services forestiers. Le « produire plus » est confronté à des freins structurels : morcellement de la forêt privée, nécessité de gestion à long terme, d'où la difficulté à prendre en compte les changements climatiques, qu'il faut pourtant prévoir mais sans avoir de certitude sur les évolutions à venir. Enfin, les terrains de montagne connaissent souvent des problèmes d'accessibilité et pourtant, ne bénéficient pas de l'ICHN (Indemnité Compensatoire Handicaps Naturels).

Mais il est aussi confronté à des problèmes conjoncturels : le prix du bois sur pied ne cesse de chuter, ce qui entraîne également une baisse de la qualité du travail et engendre des dégâts environnementaux. Cela peut également entraîner un risque de concentration de la forêt de production dans les endroits les plus accessibles.

Nous voyons donc là qu'il existe une grande diversité des forêts et de leurs modes de gestion.

Comment valoriser au mieux les services écosystémiques

La forêt de Rhône-Alpes est principalement possédée par des propriétaires qui n'exercent pas la sylviculture à titre professionnel. Il est donc nécessaire de les accompagner, car ce sont les décideurs pour leur forêt, ayant chacun des sensibilités et des intentions différentes. Ainsi, le risque d'uniformisation de la gestion forestière en Rhône-Alpes est assez modéré, ce qui constitue une garantie pour un certain maintien de la biodiversité.

Avant de maximiser les services écosystémiques, il faudrait déjà être tous conscients de leur existence. Pour le moment, ils sont non rémunérés et perçus comme dus par la société civile et par les pouvoirs publics, ce qui fait qu'ils sont mal évalués et sous-valorisés. L'économie du bois est alors au cœur des politiques de gestion.

Pourtant, dans le code forestier revu en 2001, la loi forestière formalise les services rendus par la forêt qui nécessitent une valorisation : le cadre législatif et réglementaire existe mais ne se traduit pas par une rémunération.

Aujourd'hui, il existe de nouvelles perspectives de la valorisation du bois : la demande évolue vers du bois énergie et du bois utilisé dans l'industrie de petit diamètre (bois plus petit). Si on ne veut pas que la gestion forestière ne tourne qu'autour de ces filières, il faut penser à valoriser d'autres services. Il peut s'agir par exemple des services suivants :

→ *Stockage du carbone*

Contribuer à l'atténuation et à la captation du carbone dans les forêts, dans le bois d'œuvre, dans la substitution à d'autres matériaux.

En Rhône-Alpes, certains propriétaires se sont organisés pour proposer à une entreprise de compenser ses émissions de carbone. Grâce à ce partenariat privé et à la définition d'engagements communs, les pratiques de sylviculture ont été modifiées (passage de coupe à blanc à une éclaircie des taillis pour une conversion en futaie irrégulière).

Cet exemple a servi à alimenter la réflexion de la politique forestière du conseil régional Rhône-Alpes,

→ *Partenariat avec un syndicat mixte de gestion d'eau potable (source forestière)*

Les propriétaires forestiers et le syndicat mixte se sont entendus pour développer une gestion adaptée de la part des forestiers, suite à une exploitation de bois qui avait causé la turbidité de l'eau. Ce service reconnu par le syndicat mixte comme un bénéfice environnemental particulièrement intéressant doit s'accompagner d'un soutien financier pour certaines réalisations (infrastructure par exemple). Il ne s'agit pas à proprement



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

parler d'une rémunération pour les propriétaires, mais d'un accompagnement financier à certains investissements nécessaires à une gestion forestière respectueuse de la forêt et de la ressource en eau. Les propriétaires forestiers se sont quant à eux engagés dans une gestion planifiée grâce à un Plan Simple de Gestion.

→ . *Sylviculture mycologique*

Adapter la sylviculture à la production fongique, le champignon ayant une valeur économique et sociale. Favoriser la prise en compte des champignons dans la gestion forestière permet de répondre à des objectifs multiples pour la forêt privée : encourager une gestion plus durable de l'écosystème forestier, redonner une valeur économique à des parcelles à faible production de bois, intéresser à la gestion de leur patrimoine des propriétaires peu motivés par la production ligneuse, faire en sorte que cette ressource participe à l'économie locale, intéresser les sylviculteurs à une biodiversité peu connue.

En Rhone-Alpes, la cueillette est le plus souvent familiale même si ponctuellement on voit apparaître des « conflits de voisinage », lorsque celle-ci se fait de manière anarchique, massive et illégale. La valeur générée par cette ressource est donc principalement « captée » par des ramasseurs de proximité comme un « service rendu ». Nombre de ces ramasseurs sont des citadins des agglomérations proches des massifs forestiers (Grenoble, Chambéry, Lyon...), il s'agit d'un service rendu par les territoires ruraux aux grandes zones résidentielles, d'une aménité sociale rendue par les forestiers aux populations urbaines. Les forestiers doivent se saisir de ce constat pour mieux faire reconnaître ce service auprès des collectivités publiques et imaginer une meilleure valorisation de celui-ci.

Ces trois projets permettent d'élargir la vision des propriétaires forestiers de leur parcelle. Il faut maintenant trouver les interlocuteurs pour discuter du bénéfice environnemental et travailler à une meilleure reconnaissance des services environnementaux de la forêt.

la nouvelle loi d'avenir pour l'agriculture et la forêt a notamment introduit le statut de , GIEEF (Groupement d'Intérêt Economique et Environnemental Forestier), ce qui devrait permettre de regrouper les propriétaires et travailler à l'échelle d'un petit massif (environ 300 ha).

De plus, ces exemples de projets ont permis d'alimenter la réflexion dans le cadre de la nouvelle programmation FEADER, du PDR Rhône-Alpes : ainsi, la mesure pour le stockage de carbone a été ouverte dans cette région. Les PDR devraient comporter des conditions d'éligibilité. En montagne, il y a des endroits inexploitable.

Les pistes de recherche pour faire mieux sont les suivantes :

- Certification,
- Subventions publiques soumises à l'écoconditionnalité,
- Le bois énergie comme une opportunité pour apporter de l'activité dans les milieux ruraux,
- ...



ARC ALPIN ET BIODIVERSITÉ

QUELLES OPPORTUNITÉS DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL ?

Propositions

- 1/ Favoriser le dialogue public en ce qui concerne la gestion des forêts domaniales et communales.
- 2/ Eduquer et sensibiliser sur le rôle prépondérant du sol dans la gestion et la production forestière.
- 3/ Développer des projets innovants, expérimentations, pouvant servir de pistes à développer et à soutenir dans le cadre des PDRR (on finance en général ce qui est déjà connu).
- 4/ Favoriser des modes de gestion vertueux.
- 5/ Valoriser financièrement ou compenser les services écosystémiques rendus par la forêt.
- 6/ Créer des espaces de dialogue pour que les acteurs d'un même territoire puissent s'organiser.

Discussion sur ces pistes

Le suivi et la recherche sont à organiser de façon progressive. Il faut prendre mémoire de ce que l'on fait pour en tirer des actions. Les structures et les outils existent (Interreg,...) et permettent d'avancer dans la connaissance pratique.

Multiplier les espaces de dialogues permettrait d'aborder le concept de gestion adaptative ou encore de cogestion adaptative. Ainsi, des projets de territoire comme le GIEEF semblent particulièrement intéressants.

En ce qui concerne les services écosystémiques, l'échelon territorial semble le mieux adapté à la négociation. Laisser l'initiative au territoire permet d'avoir un dialogue à l'échelle territoriale avec différents acteurs, dont la société civile. Quand la population comprend ce qu'il se passe, elle est plus à même d'adhérer.

En ce qui concerne la sensibilisation et l'évolution des modes de gestion, il faut que les bénéficiaires soient convaincus de l'utilité de ce qui est fait, car l'argument « argent » ne fonctionne pas par exemple chez un petit propriétaire forestier (il ne possède pas assez de surface forestière pour que cela ait un poids suffisant dans son mode de gestion).

Réseau Forestier Rhône-Alpin en Evolution Naturelle : Le but de ce projet est de laisser certains endroits en libre évolution pour protéger la biodiversité dans une stratégie de non-intervention. La création de ce type d'îlots pourrait rentrer dans la liste des compensations, s'ils ne se trouvent pas dans des endroits inaccessibles. Ce réseau forestier, organisé sous l'égide de l'Etat depuis 2012, sera prochainement intégré dans le plan stratégique régional en cours de construction entre Etat, Région, et partenaires de la forêt et de l'environnement.

